

Division Asie

● DEBAT

Existe-t-il une solution au problème birman ?

Dans le cadre du « Cycle Ambassadeurs », la Division Asie des Sciences Po a eu l'honneur le 15 novembre 2007 d'accueillir :

**Son Excellence M. Jean –Michel LACOMBE (RI 77)
Ancien Ambassadeur de France en Birmanie**

Au cours de ce débat qui s'est tenu dans les locaux de l'Association des Anciens de Sciences Po, son Excellence M. Jean-Michel Lacombe nous a fait part de son expérience professionnelle et de son éclairage sur la question birmane. Jean-Michel Lacombe a été successivement ambassadeur en Géorgie, à L'île Maurice, au Bangladesh puis en Birmanie. Monsieur Lacombe parle différentes langues asiatiques et a séjourné, à ses débuts, en Inde dans les années 70. Il a été directeur adjoint en 1988 pour l'Asie. En 2003, il devient ambassadeur de France en Birmanie jusqu'en juin 2007.

Compte-rendu

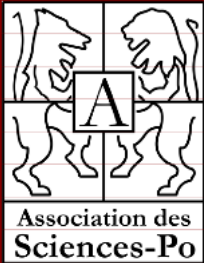
La Birmanie compte 52 millions d'habitants et 55 ethnies. Dans le nord du pays, il y a des montagnes. Les Bama représentent 60% de la population. La plupart des ethnies minoritaires sont adossées aux frontières de la Birmanie. Elles sont soit animistes, soit chrétiennes, soit musulmanes. Les Bama sont quant à eux bouddhistes.

De 1824 à 1853, la Grande-Bretagne s'empare du pays. En 1886, Jules Ferry encourage la pénétration de la France dans cette région provoquant une réaction britannique et la finalisation de la conquête de la Birmanie par le Royaume-Uni.

La Birmanie représente un triple enjeu :

- 1- Stratégique,
- 2- Énergétique,
- 3- Politique.

Stratégique tout d'abord. Pendant la deuxième guerre mondiale, la Birmanie a fait l'objet de combats frontaux entre les alliés et les japonais. Par la suite, les chinois ont saisi l'importance pour eux de contrôler la Birmanie. La Chine souhaite désenclaver la province du Yunnan en faisant passer, notamment, un « pipe » afin de ne plus dépendre du détroit de Malaka pour ses besoins énergétiques. Il faut également tempérer l'Inde. Les îles Andaman et Nicobar appartenant à l'Inde ne sont pas loin ce qui a conduit la Chine à installer à proximité des stations d'écoute. Il convient également de souligner que l'Inde est également intéressée par la Birmanie. Les Indiens ont besoin que ce pays soit stable pour pouvoir vendre dans le sud-Est asiatique. A noter qu'il existe des mouvements indépendantistes en Inde (Assam) que les birmans ont protégés.



Energétique ensuite. La Birmanie possède un pipe qui amène du gaz vers la Thaïlande et fournit 30% de ses besoins énergétiques. Un certain nombre de compagnies étrangères comme Total ou Unicoal sont installés dans le pays. Le site de Sittwe est, par exemple, exploité par Daewoo et Korean Gas. Une minorité musulmane est présente dans cette région et est très fortement par le gouvernement birman.

Politique enfin. La Birmanie est en effet un pays où s'affronte la démocratie de marché et les principes chinois. Cela pose un problème, notamment, pour une organisation comme l'ASEAN. Aux Etats-Unis, il existe un lobby qui soutient le gouvernement birman en exil. Par exemple l'influent sénateur Mitch McConnell est très impliqué dans le problème birman.

- En 2004, le général Khin Nyunt est éliminé. Le parti LND (Ligue Nationale pour la Démocratie) est marginalisé. Les minorités ethniques ont accepté soit par épuisement, soit par trafic de drogue, ... de ne plus se révolter et de participer à la feuille de route suivie "d'élections".
- La génération 88 (opposition structurée à l'origine de la révolte de 1988) a l'appui des Occidentaux. Leur mouvement dispose de relais chez les moines et les jeunes officiers. Il est à noter que les moines n'ont toutefois pas l'aval de la hiérarchie bouddhique. Profitant de décisions économiques aberrantes de la junte, ils lancent fin septembre 2007 une campagne d'agitation reprise par une partie des moines. L'idée de ce mouvement est de provoquer un drame pouvant être utilisé au Conseil de Sécurité en dépit de l'attitude de la Chine et de la Russie.
- Finalement, la population n'a pas suivi. La junte a l'habileté de faire une répression moins spectaculaire que ce que l'on attendait. À l'inverse de ce qui avait pu se passer auparavant, elle utilise une police spécialisée. La réaction de la communauté internationale a été d'accroître les sanctions économiques existantes. Ces sanctions ont certes eu des conséquences mais c'est surtout la population qui en a payé le prix.

Plusieurs scénarios peuvent être envisagés :

- **1^{er} scénario : jouer sur les dissensions au sein de l'armée,** mais elle constitue une caste privilégiée. Les militaires constituent le seul corps de la société instruit en dehors des birmans expatriés. Au sommet, on perçoit bien les dissensions existantes.
- **2^{ème} scénario : réactiver la guérilla et les attentats.** L'opposante, Aung San Suu Kyi, y est opposée du fait que cela pourrait engendrer une guerre civile et une réaction vive de l'armée.
- **3^{ème} scénario : l'ouverture de l'économie birmane.** La junte aurait du mal à gérer les conséquences politiques d'une globalisation soudaine de l'économie du pays.

Séance de questions :

Où en est l'économie birmane ? Y a-t-il un embryon de classe moyenne ?

- La réponse à la deuxième question est non. Concernant l'économie, l'essentiel repose sur l'énergie, la drogue, le rubis et le tek. Il n'existe pas de classe entrepreneuriale en tant que telle. Tout est sous-traité par la diaspora chinoise. Singapour constitue la banque de la junte.
- Le pays reste fortement contrôlé : les visas intérieurs ont cours en Birmanie, et l'obligation est faite aux chefs de famille de déclarer qui habite dans la maison et qui vient y vivre.